



www.journalumali.com

# Journal du Mali

L'hebdo

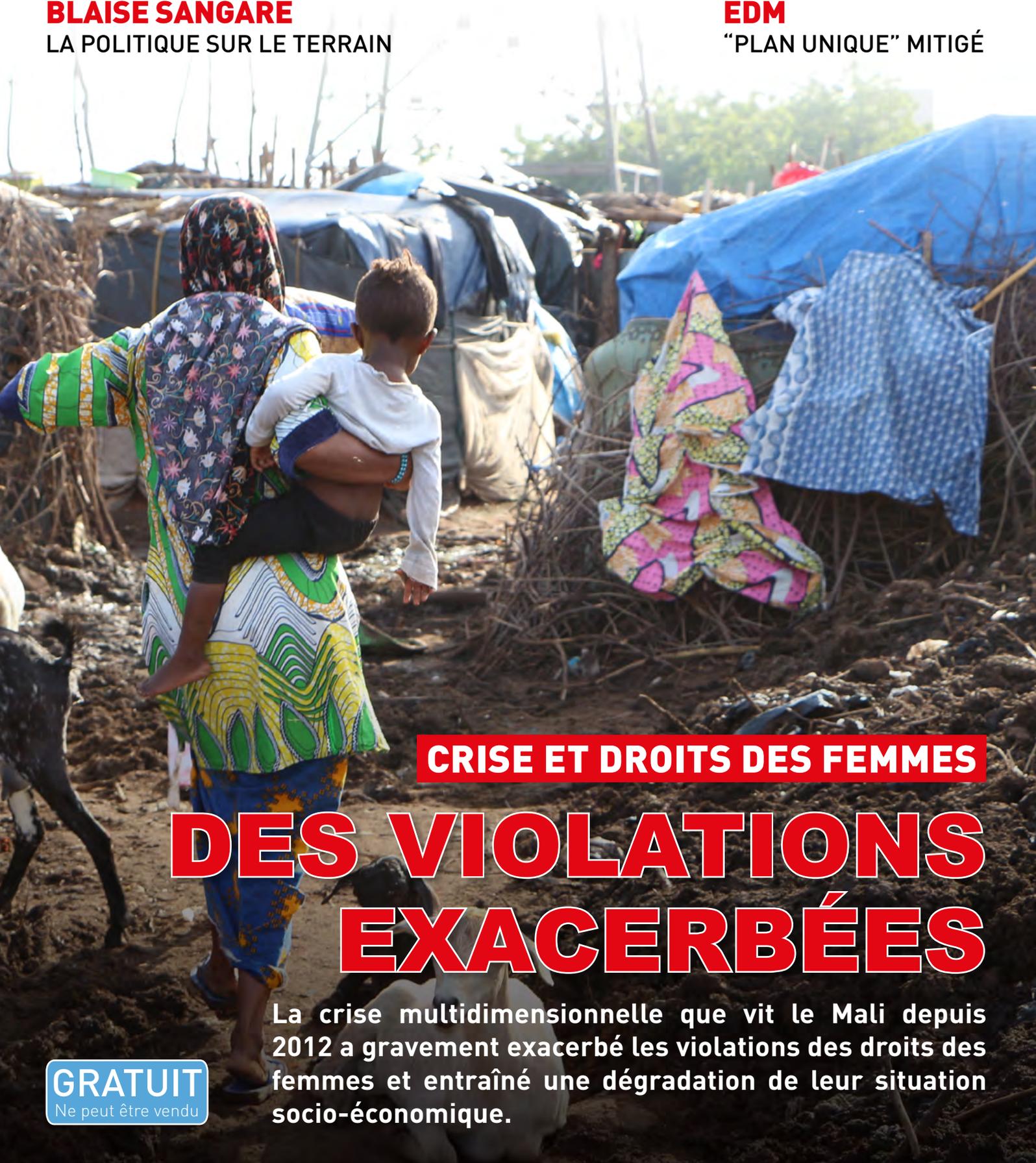
N°516 du 6 au 12 mars 2025

**BLAISE SANGARÉ**

LA POLITIQUE SUR LE TERRAIN

**EDM**

“PLAN UNIQUE” MITIGÉ



**CRISE ET DROITS DES FEMMES**

## **DES VIOLATIONS EXACERBÉES**

La crise multidimensionnelle que vit le Mali depuis 2012 a gravement exacerbé les violations des droits des femmes et entraîné une dégradation de leur situation socio-économique.

**GRATUIT**

Ne peut être vendu

# CANAL+

## ÇA CHAUFFE DANS PROMO

REABONNEZ-VOUS  
À VOTRE FORMULE

15 JOURS  
OFFERTS\*

TOUT CANAL+

\* Offre valable du 18 février au 13 Avril, pour tout réabonnement à la dernière formule active. Voir tarifs et conditions auprès de votre Distributeur Agréé ou au 36 555.

## ÉDITO

### Malaise diplomatique

À Washington, l'ambassade du Mali est en crise. Le torchon brûle entre l'ambassadeur Sékou Berthé et son personnel, au point qu'une grève a paralysé la représentation diplomatique pendant quelques jours. Accusations de gestion autoritaire, tensions internes, dialogue rompu... Ce qui aurait pu rester une simple affaire administrative est devenu un malaise profond, révélateur de fragilités bien plus vastes.

Car ce n'est pas qu'une querelle de bureau. Cette crise éclate à un moment où le Mali redéfinit sa place sur l'échiquier mondial, se détachant de la CEDEAO, de la France et d'autres partenaires traditionnels. L'Alliance des États du Sahel (AES) se construit, la souveraineté est brandie comme un étendard et chaque décision diplomatique est scrutée de près. Mais comment défendre une diplomatie forte si, à l'interne, les tensions explosent ?

Pourtant, une ambassade, c'est bien plus qu'un bâtiment administratif. C'est le visage d'un pays à l'étranger, une vitrine de sa stabilité et de son sérieux. Quand ceux qui sont censés incarner cette image se déchirent, c'est toute la crédibilité du discours national qui en prend un coup.

Le Mali ne peut pas se permettre une crise qui s'éternise et l'expose aux yeux du monde. La diplomatie repose sur la maîtrise, l'unité et la cohérence. Il est urgent d'éteindre ce malaise, non en le dissimulant, mais en le réglant avec rigueur et intelligence. Car au-delà d'un simple conflit de gestion, c'est l'image d'un État qui se veut souverain et structuré qui est en jeu.

MASSIRÉ DIOP

Donnez votre avis  
sur 

### LE CHIFFRE

# 112 000

C'est le nombre d'enfants impactés par la suspension des cantines scolaires au Mali depuis octobre 2024 dans 400 écoles.

### ILS ONT DIT...

• « Nous vous faisons confiance, Monsieur le Président, pour qu'à l'occasion de vos entretiens avec ces pays frères vous puissiez les convaincre de rester dans la CEDEAO, car il y va de l'avenir des peuples de l'Afrique de l'Ouest. Je voudrais aussi lancer un appel aux pays de l'AES pour leur dire que nous sommes mieux à 15 qu'à 3 ». **Alassane Dramane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire**, le 5 mars 2025.

• « Aujourd'hui, nous devons renforcer l'autorité de l'État dans le cadre de la gestion, de la surveillance et de l'exploitation des ressources minières dans notre pays. Nous ne devons plus être là à assister, à compter nos morts, à présenter nos condoléances. Nous devons prendre des mesures fortes pour que les populations soient protégées à tous les niveaux ». **Daoud Ali Mouhammedine, ministre de la Sécurité et de la Protection civile**, le 5 mars 2025.

### RENDEZ-VOUS

8 mars 2025 :

Journée internationale des droits des femmes

10-14 mars 2025 :

Conférence Afhea 2025 - Kigali

10-20 mars 2025 :

Semaine de la langue française et de la francophonie - IFM Bamako

19 mars 2025 :

Zambia International Mining and Energy Conference Exhibition, Lusaka

### UN JOUR, UNE DATE

5 mars 1972 : les Aigles du Mali perdent la finale de la Coupe d'Afrique des Nations (2-3) contre le Congo à Yaoundé.



La République de Maurice reste le pays africain le plus démocratique, selon l'Indice de la démocratie dans le monde publié le 27 février par The Economist Intelligence Unit (EIU).



Le procès en appel de Dr Mohamed Diané, ancien ministre guinéen de la défense nationale, s'est ouvert ce 6 mars 2025 à Conakry. Il est accusé de détournements de fonds.

### LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le Général Brice Oligui Nguema, président de la transition au Gabon a annoncé ce 3 mars, sa candidature à l'élection présidentielle prévue le 12 avril 2025.

# DROITS DES FEMMES : L'AUTRE URGENCE DE LA CRISE MALIENNE

La crise multidimensionnelle que vit le Mali depuis 2012 a gravement exacerbé les violations des droits des femmes. Cela s'est manifesté par une augmentation des violences à l'égard des femmes et une dégradation de leur situation socio-économique. Pour se reconstruire, les femmes ont endossé de nouvelles responsabilités et réclamé une participation effective aux processus de paix, condition essentielle à un retour à la stabilité.

FATOUMATA MAGUIRAGA

« Il ressort que, depuis 2019, la situation des droits des femmes et des filles au Mali a connu une détérioration flagrante, principalement due à la dégradation du contexte sécuritaire et aux défis liés au genre, aggravant de surcroît les violences basées sur le genre (VBG) ». Selon le plan d'action du projet HYDROMET - Mali, la situation des VBG au Mali présente un tableau peu reluisant. Selon les statistiques, plus de 45% des femmes maliennes sont victimes de violences sexuelles au moins une fois dans leur vie et l'accès à une prise en charge holistique demeure problématique pour un grand nombre de survivantes. D'après le Système de Gestion des Informations sur les Violences Basées sur le Genre (GBVIMS), l'augmentation des VBG prend des proportions inquiétantes. En effet, 36% de ces cas sont des violences sexuelles, 19% des agressions physiques, 16% des dénis de ressources, 21% des violences psychologiques et 8% des mariages précoces. En outre, 97% de ces cas ont été signalés par des femmes, parmi lesquelles 48% sont des filles de moins de 18 ans. Ces données ne sont pas exhaustives et cachent une réalité alarmante : près de 70% des femmes ayant subi des violences n'en ont guère parlé, par crainte de représailles ou de stigmatisation. La crise a favorisé le déplacement massif des femmes et des enfants, les exposant à divers dangers, y compris les VBG. Parmi ces femmes, plusieurs, devenues veuves, sont contraintes de chercher

un peu de réconfort en ville. En plus de l'obligation de s'occuper de leurs enfants, elles sont souvent marginalisées et considérées comme des « porteuses de malheur », explique Mariam Sidibé, Conseillère technique en Genre au Conseil régional de Mopti.

**Difficile reconstruction** Ces crises ont également entraîné la perte d'infrastructures sociales de base, ce qui accentue la vulnérabilité des femmes et des enfants, compromettant gravement leur santé et leur éducation. Pour la prise en charge de ces femmes et de leurs enfants, les collectivités, faute de moyens, se contentent de mener des plaidoyers auprès des ONG afin d'améliorer les secours de tous ordres à ces victimes. Ces déplacés, ayant des besoins variés, sont secourus en fonction des capacités des partenaires, que le Conseil régional appuie pour assurer une synergie d'actions. Il inter-

**La crise a favorisé le déplacement massif des femmes et des enfants. Une situation qui les a exposés à plusieurs dangers, dont les cas de violences basées sur le genre.**

vient également pour faciliter la réinsertion socio-professionnelle de ces personnes. Pour aider les personnes déplacées à se reconstruire, plusieurs mécanismes et dispositions ont été mis en place, notamment des séances de sensibilisation généralement menées en milieu urbain. En milieu rural, où il est plus difficile d'accéder à ces femmes, les communautés sont for-



Les violations des droits des femmes se sont exacerbées depuis 2012.

mées pour assurer le relais et sensibiliser les femmes à leur rôle pendant et après le conflit, afin d'apaiser le climat social. C'est un travail de longue haleine, dont les résultats ne sont pas immédiatement visibles, ajoute Mme Sidibé.

maris, c'est le désespoir ». Grâce à des organisations locales comme Wildaf, ces femmes veuves et déplacées sont formées à des métiers tels que la savonnerie ou la tapisserie. Actuellement, l'organisation soutient une centaine

de femmes, des victimes ayant fui Ménaka. En raison de la persistance de la crise, même si certains y retournent, plusieurs habitants des cercles de Ménaka se retrouvent à Bamako et d'autres continuent de quitter cette ville. Les activités de soutien, menées tant dans la capitale que dans la région de Ménaka, sont gravement entravées par l'insécurité et la cherté de la vie.

directement et indirectement les femmes, qui espèrent une meilleure intégration. La crise a provoqué un bouleversement social dans lequel les femmes, perdant leurs soutiens de familles, se retrouvent dans un rôle qui n'est pas le leur, ce qui pose de nouvelles problématiques et influence l'éducation des enfants ainsi que le bien-être familial. Sur le plan économique, généralement commerçantes et vivant de la petite agriculture, les femmes sont affectées par les difficultés de déplacement. Les menaces constantes, telles que les attaques armées et les engins explosifs, compromettent leur vie et leurs activités, explique Fatoumata Maïga, Présidente de l'Association des Femmes pour les Initiatives de Paix (AFIP). À cela s'ajoute le manque d'accès

## REPÈRES

**Cas de VBG documentés (Janv-Sept 2024)**

Niveau national : **14 339 cas**

Mopti : **3 585 cas (25%)**

Violences sexuelles : **45%**

**Faible participation aux processus de paix** L'État a lancé un nouveau processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) dans un contexte sécuritaire marqué par une circulation massive des armes dépassant les frontières nationales. Cette situation impacte tous les secteurs de la vie, notamment la santé, l'éducation et le développement. Déjà critiqué pour son manque d'inclusivité, le processus affecte

aux centres de santé, même pour les véhicules médicaux. Pour réussir leur intégration dans le processus de paix, les femmes doivent s'unir et dialoguer avec les groupes locaux, suggère Madame Maïga. Les groupes armés s'appuient souvent sur les chefs locaux. Avec la crise internationale et la disparition de certains financements extérieurs, le soutien aux personnes vulnérables se complique, mais les acteurs locaux continuent d'œuvrer pour répondre aux urgences. La constitution de banques de céréales et la facilitation de l'accès à l'eau figurent parmi les priorités, car les « conflits ouverts autour de l'eau » sont une facette de la crise multidimensionnelle. Malgré un cadre institutionnel et des mécanismes sociaux garantissant la participation des femmes aux processus de paix, ceux-ci restent peu appliqués. « Les femmes ont un rôle clé à jouer dans la paix et la reconstruction du pays, mais elles sont encore trop souvent exclues des prises de décision », estime Aminatou Walet Azarock, Présidente de l'ONG ADSPM.

À commencer par la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU, que le Mali a ratifiée et qui reconnaît leur rôle, demandant qu'elles soient pleinement impliquées dans les processus de paix et de sécurité. Sur le plan national, la Loi 052 instaure un quota d'au moins 30% de représentativité du genre sur les listes électorales et nominatives. Ces outils sont importants pour garantir une meilleure participation des femmes à la gouvernance. Toutefois, au-delà des textes, la Présidente de l'ONG ADSPM souhaite voir des actions concrètes pour former les femmes aux négociations, leur donner des opportunités d'accéder aux instances décisionnelles et soutenir les initiatives qu'elles portent sur le terrain, car une paix durable ne peut se construire sans elles. ■

## 3 QUESTIONS À



**MME BOUARÉ BINTOU FOUNÉ SAMAKÉ**

Directrice exécutive de **WILDAF Mali**

**1** Quels sont les impacts de la crise sur les droits des femmes ?

Le conflit a permis de mettre les projecteurs sur les questions des femmes, tant en terrain de conflit qu'en dehors. Les violations des droits ont été exacerbées. Beaucoup de violations, auparavant cachées dans les familles, se sont retrouvées sur la place publique, telles que les brimades, les bastonnades et les violences sexuelles liées au conflit, ainsi que les enlèvements et les viols, etc. Ces violations sont plus ou moins réprimandées socialement, mais avec le conflit les garde-fous sont tombés.

**2** Quelles sont les mesures prises pour faire face à ces violations ?

Au cours du conflit, les femmes ont développé des capacités à saisir des mécanismes et à interagir avec eux. Elles ont appris qu'elles ont des droits qu'il faut sauvegarder. Pendant les négociations, elles ont organisé des plaidoyers afin d'être présentes au CSA. Elles ont saisi l'opportunité de la Loi 052 pour participer aux discussions sur les questions de paix.

**3** Comment garantir la participation des femmes au processus de paix ?

Le conflit a mis l'accent sur la participation des femmes à la consolidation de la paix. Elles ont été sollicitées pour apaiser les tensions, porter des messages et contribuer au redémarrage de l'économie locale, car beaucoup d'hommes avaient fui ou sont morts.

## POUR UNE PAIX DURABLE : L'IMPORTANCE DE L'IMPLICATION DES FEMMES

Le nombre de femmes tuées dans les conflits a doublé en 2023. Malgré le lourd tribut qu'elles paient, elles demeurent pourtant faiblement représentées dans les processus de paix, alors que leur implication garantit des retours à une vie normale plus durables.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Les femmes sont très peu impliquées dans les processus de paix.

4 personnes sur 10 tuées dans des conflits étaient des femmes. Dans le même temps, les violences sexuelles liées aux conflits ont augmenté de 50%. Dans son rapport

sur la situation des femmes en temps de guerre, l'ONU dresse un bilan alarmant. Cette augmentation du nombre de morts en temps de guerre et de la violence à l'égard des femmes s'ins-

crit dans un contexte global de non-respect du cadre juridique protégeant les droits des femmes. Le rapport annuel du Secrétaire général des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité met en évidence un accès de plus en plus limité aux soins de santé pour les femmes dans le cadre d'un conflit. Tous les jours, 500 femmes et filles meurent de complications liées à la grossesse et à l'accouchement dans les pays touchés.

**Processus de paix peu inclusif** Les processus de paix demeurent peu inclusifs. « Les Nations unies précisent qu'en 2023, les femmes ne représentaient que 9,6% des personnes chargées des négociations dans les processus de paix. Et ceci bien que des études prouvent que lorsque les femmes sont impliquées

les accords de paix durent plus longtemps et sont mieux exécutés ». L'un des défis pour la réalisation de cet engagement en faveur de la paix reste le manque de financement. En 2023, les dépenses militaires mondiales ont atteint 2,44 milliards de dollars, tandis que le financement consacré aux organisations et aux mouvements qui soutiennent les droits des femmes est resté insuffisant, représentant seulement 0,3% de l'aide totale annuelle, en particulier dans les zones touchées par les conflits.

Le rapport rappelle que 2025 marque la 30ème commémoration du Plan d'action de Beijing, « le projet le plus visionnaire en matière de droits des femmes, adopté par 189 pays ». Pour une participation significative des femmes à la paix et pour parvenir à une paix durable pour tous, il faut une action politique audacieuse et un financement conséquent, conclut le rapport. ■



## Journée internationale des Droits de la FEMME



### PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES DÉCEMBRE 2024

Cercle	Nombre de ménages	Nombre d'individus			Enfants de moins de 18 ans		
		F	H	T	F	G	T
DJENNÉ	5 346	10 930	6 570	17 500	5 527	4 666	10 193
MOPTI	12 286	24 466	16 634	41 100	12 402	11 392	23 794
TÉNENKOU	2 023	3 292	2 021	5 313	1 496	1 414	2 910
YOUWAROU	1 272	2 272	2 149	4 421	1 169	1 500	2 669
TOTAL RÉGION	20 927	40 960	27 374	68 334	20 594	18 972	39 566
%		60	40	100			58

## MAMADOU BAKARY SANGARÉ, DIT BLAISE : « LA POLITIQUE NE SE PASSE PAS DANS LES BUREAUX MAIS SUR LE TERRAIN »

Mamadou Bakary dit Blaise Sangaré est un homme politique malien Président de la Convention sociale démocrate (CDS Mogotiguiya). Ancien haut fonctionnaire, il a occupé plusieurs postes administratifs avant de s'engager pleinement en politique. Défenseur d'une gouvernance enracinée dans la légitimité populaire, il développe le concept de Mogotiguiya, un leadership porté par le peuple. Dans Période d'essai, il revient sur son parcours et partage sa vision du lien entre dirigeants et citoyens au Mali.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

**D**ans Période d'essai, vous retracez votre parcours politique. Quels enseignements principaux souhaitez-vous partager avec les lecteurs ?

Je n'ai pas voulu que ce livre soit une simple autobiographie. Mon objectif était d'offrir une immersion dans mon parcours afin que le lecteur comprenne le cheminement d'un acteur politique en Afrique, particulièrement au Mali. Il ne s'agit pas d'une compilation de souvenirs, mais plutôt d'une méthode, d'une réflexion sur la façon dont la démocratie peut être adaptée à nos réalités. J'invite donc le lecteur à comparer mon parcours avec celui d'autres acteurs politiques et à analyser si les mêmes approches ont produit des résultats similaires. Ce livre vise à déclencher une réflexion sur les succès et les échecs de notre système démocratique. L'idée n'est pas seulement



Mamadou Bakary Sangaré dit Blaise, président du CDS Mogotiguiya.

nos réalités sociologiques. En français, on pourrait le résumer par l'expression « être porté par les siens ». Un Mogotigui est un leader dont l'autorité et la légitimité découlent directement de la

à un divorce entre les populations et leurs représentants. Le Mogotiguiya repose sur l'idée que chaque mandat est une nouvelle épreuve, un test de légitimité constant. Un vrai leader ne doit pas se contenter d'être désigné par un parti ou un groupe restreint, il doit en permanence faire ses preuves sur le terrain, écouter et convaincre. Une gouvernance efficace repose sur un lien permanent entre les élus et les citoyens.

**Dans votre ouvrage, vous insistez sur la nécessité de changer la perception négative des hommes politiques. Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à cette transformation et comment les surmonter ?**

Il est essentiel de faire la distinction entre les politiciens et les hommes politiques. Un politicien est souvent un opportuniste, un illusionniste jouant avec les attentes du peuple pour obtenir un mandat,

sans réelle vision pour le pays. Un homme politique, lui, pense sur le long terme. Il construit et laisse un héritage qui transcende son propre parcours. L'un des principaux problèmes vient du fait que les élites politiques n'ont pas su gagner la confiance de la population. Beaucoup ont privilégié les alliances d'appareils et les jeux d'état-major au détriment du terrain. On a vu des figures émerger sans jamais avoir été en contact direct avec le peuple, simplement parce qu'elles avaient des soutiens au sein du système. Résultat : la population se sent flouée. Pour changer cette perception, il faut restaurer la proximité entre les dirigeants et la base. Cela passe par un engagement constant sur le terrain, une redévolabilité des élus et une pédagogie politique auprès des citoyens. Les élus doivent rendre des comptes et prouver que leurs actions servent réellement l'intérêt général.

**Vous encouragez les jeunes à s'engager en politique. Quels conseils spécifiques leur donneriez-vous pour qu'ils puissent contribuer efficacement au développement du pays ?**

J'entends souvent des jeunes dire : « nous sommes l'avenir du Mali ». Mais je leur réponds toujours : « non, vous êtes le Mali d'aujourd'hui. Si vous attendez l'avenir pour agir, il sera trop tard ». Mon conseil aux jeunes est simple : ne vous laissez pas enfermer dans une posture d'observateurs. Engagez-vous activement, que ce soit à travers des associations, des initiatives citoyennes ou des partis politiques. Mais, surtout, ne tombez pas dans l'erreur de vouloir faire de la politique simplement pour obtenir un poste. La politique, c'est avant tout un combat pour des idées et pour l'amélioration des conditions de vie du peuple. Soyez présents sur le terrain, écoutez les préoccupations des citoyens, comprenez leurs besoins réels et engagez-vous dans des actions concrètes. Il est impératif que les jeunes ne restent pas en marge des décisions qui façonnent leur



avenir. Ils doivent être les moteurs du changement, en étant actifs et en proposant des alternatives constructives.

**Comment espérez-vous que Période d'essai influence le débat public et les actions**

**politiques au Mali ?**

L'objectif d'un livre n'est pas d'avoir un impact immédiat, mais de documenter une époque, d'apporter des clés de compréhension et de témoigner pour l'avenir. Période d'essai a voca-

tion à être une référence pour les générations futures, un outil pour comprendre comment la démocratie malienne s'est construite et comment elle peut être améliorée. Je ne prétends pas avoir toutes les réponses, mais je souhaite que ce livre ouvre le débat sur la nécessité de repenser notre système politique. L'éditeur l'a classé parmi les « Grandes Voix d'Afrique », témoignant de son ambition d'apporter une réflexion pertinente sur les défis politiques actuels. J'ai pris soin de ne pas indexer qui que ce soit, mais de mettre en avant des faits et leurs conséquences. Ceux qui ont été acteurs de cette période pourront, s'ils le souhaitent, apporter leurs propres éclairages. Mais il est crucial que nous ayons une mémoire politique collective pour éviter de reproduire les mêmes erreurs.

**Que diriez-vous aux citoyens qui doutent encore de la politique et de son utilité ?**

Je leur dirais que la politique

n'est pas une affaire réservée aux élites ou aux seuls dirigeants. Elle nous concerne tous, car elle façonne notre quotidien. Il est trop facile de critiquer à distance sans s'impliquer. Si nous voulons que les choses changent, nous devons nous engager, chacun à notre manière. Je comprends le scepticisme de certains, car beaucoup ont été déçus. Mais je les invite à regarder plus loin que les discours et à observer les actions. La démocratie exige la participation, le contrôle et la vigilance des citoyens. Rien ne se fera sans eux.

C'est pour cela que j'insiste : la politique ne se passe pas dans les bureaux, mais sur le terrain. Les décisions doivent être prises avec et pour le peuple. Et c'est ensemble que nous pourrions reconstruire un Mali où chacun se sentirait représenté et impliqué. ■

Donnez votre avis sur Journal du Mali

**Chaque mandat est une épreuve, un test de légitimité constant qui oblige le leader à faire ses preuves sur le terrain.**

de raconter une expérience personnelle, mais d'expliquer comment nous pouvons mieux ancrer la politique dans notre culture pour améliorer notre gouvernance.

**Vous introduisez le concept de « Mogotiguiya » dans votre livre. Pouvez-vous expliquer ce que cela signifie et comment ce concept pourrait être appliqué pour améliorer la gouvernance au Mali ?**

Le Mogotiguiya est un concept profondément ancré dans

confiance et du soutien de sa communauté. J'ai voulu imposer cette idée dans le débat politique pour sortir du modèle où des élites déconnectées du terrain prennent des décisions pour le peuple sans légitimité réelle. Ce qui a affaibli notre système politique, c'est cette déconnexion entre les dirigeants et la base. Certains acteurs politiques ont cru qu'ils pouvaient se contenter d'un mandat électif pour asseoir leur pouvoir à vie, sans jamais retourner voir leurs électeurs. Cela a conduit

**La Ronde des Femmes**  
Mussow Ka Blô

**Dico Poulo**  
Présentatrice

**Seynabou Thiero**  
Chroniqueuse

**CHAQUE VENDREDI 20H20**

TM1  
La télé qui vous allume!  
CANAL+ 4783 MALI 244

## EDM : OÙ EN EST LA MISE EN ŒUVRE DU « PLAN UNIQUE » DE FOURNITURE DU COURANT ?

Annoncé le 18 février dernier, le « Plan unique » du gouvernement prévoyait 19 heures de fourniture du courant par jour durant tout le mois de Ramadan. Quelques jours après le début de sa mise en œuvre, ses résultats sont mitigés.

MOHAMED KENOVI

Bien que des améliorations soient constatées depuis le 1er mars dans la fourniture du courant, les 19 heures promises par les autorités sont loin d'être atteintes à plusieurs endroits de la capitale et dans d'autres régions du pays. Mardi 4 mars 2025, 9h15. Dans son atelier de soudure à Djicoroni Para, Chaka Konaté est en pause forcée. « Même ce matin, le courant n'est pas là. Nous l'attendons pour travailler », glisse-t-il, désabusé. « À notre niveau, il n'y a aucune amélioration. Nous continuons à subir les délestages. Nous avons appris la nouvelle des 19 heures par jour, nous nous en réjouissons, mais à notre niveau nous ne ressentons rien pour le moment », affirme le soudeur. Cependant, il faut souligner que même en résidant dans une même zone, les populations ne subissent pas le même sort, en fonction des lignes de haute tension qui les alimentent. Ibrahim Diawara, tailleur à Djicoroni Para également, salue une nette amélioration à son niveau. « Avant,



EDM a du mal à fournir les 19h d'électricité promises durant le mois de Ramadan.

nous pouvions passer toute une journée sans travailler à cause des délestages. Maintenant, nous pouvons travailler toute une journée sans connaître de coupure d'électricité », se réjouit-il. Même son de cloche chez Djemori Sogoré, habitant de Sébenicoro, en Commune IV du District de Bamako. Ce responsable d'une boutique d'alimentation générale constate une « très nette amélioration ». « Je ne saurais dire si nous avons réellement

les 19 heures d'électricité par jour, mais très certainement nous en sommes à plus de 10 heures », indique M. Sogoré.

Selon nos propres constats et certains témoignages sur les réseaux sociaux, les 19 heures de courant ont été effectives par endroits à Bamako le week-end du début du Ramadan. Le 2 mars à Sogonigo, en Commune VI du District de Bamako, il n'y a eu que 5 heures de délestage en 24 heures. Mais le compte est loin d'être bon à l'intérieur du pays. À en croire une source à Mopti, la fourniture du courant n'a atteint que 6 heures par jour ces derniers temps. ■

### EN BREF

#### RDC : SUSPENSION DES EXPORTATIONS DE COBALT POUR ENRAYER LA CHUTE DES PRIX

La République démocratique du Congo (RDC), qui détient 70% des réserves mondiales de cobalt, a suspendu ses exportations pour quatre mois à compter du 22 février 2025. Cette décision vise à stabiliser un marché en crise et à enrayer la chute des prix. Le cobalt, essentiel à la fabrication des batteries de véhicules électriques, a vu son prix s'effondrer de 81 000 dollars la tonne en 2022 à environ 21 000 dollars, soit une baisse de 74%. Cette dégringolade s'explique par une offre excédentaire, exacerbée par une production minière croissante, notamment en Chine et en Indonésie. Les géants miniers comme CMOC Group et Glencore sont directement concernés par cette mesure. Durant la suspension, la production se poursuit, mais les stocks s'accumulent. Certains observateurs estiment que l'Indonésie, deuxième producteur mondial, pourrait tirer profit de cette situation en renforçant sa position sur le marché. Les autorités congolaises réévalueront cette décision dans trois mois et envisagent d'instaurer des quotas d'exportation pour éviter une nouvelle crise des prix. Cette suspension pourrait perturber l'approvisionnement mondial, obligeant les industriels à diversifier leurs sources de cobalt et à accélérer leurs stratégies de recyclage. ■

## Orpillage De nouvelles mesures pour sécuriser et réguler le secteur

Face aux tragédies récentes survenues à Bilakoto (15 février) et Kanga-ba (29 janvier), le gouvernement malien a pris le 5 mars 2025 des décisions radicales pour mieux encadrer l'orpillage artisanal. Parmi elles figurent l'abrogation des actes de nomination des responsables administratifs impliqués dans la gestion des sites, la révocation des textes juridiques pour

mettre fin aux transactions sur les équipements saisis et leur affectation au patrimoine de l'État, ainsi que la suspension des permis d'exploitation artisanale octroyés à des étrangers. L'orpillage artisanal représente une part essentielle de l'économie malienne, avec environ 6 tonnes d'or extraites par an. Cependant, en 2024, la production d'or du pays a chuté de 23%, atteignant seu-

lement 51 tonnes, contre 72,2 tonnes en 2022. Cette baisse s'explique par un encadrement insuffisant, la dégradation des sites miniers et une concurrence intense dans l'exploitation illégale. L'État veut désormais renforcer l'autorité publique sur ce secteur, qui souffre d'un manque de réglementation stricte et d'un impact environnemental néfaste grandissant. En empêchant

les exploitants illégaux de récupérer leur matériel, le gouvernement espère réduire les risques d'accidents et sécuriser les conditions de travail des orpilleurs, notamment des femmes, majoritairement touchées par les récents drames. Ces mesures visent à protéger les communautés locales tout en stabilisant la filière aurifère, pilier de l'économie nationale. ■

## Badjeneba Innover pour une cuisine plus écologique au Mali

Face aux défis croissants de la déforestation et de la surconsommation d'énergie en Afrique de l'Ouest, une solution innovante voit le jour au Mali : le foyer de cuisson amélioré Badjeneba. Conçu par Africa Énergie Mali (AFEN), ce dispositif révolutionne la cuisine domestique grâce à son efficacité énergétique, sa durabilité et son impact positif sur l'environnement.

Le foyer Badjeneba repose sur une conception à double paroi isolée, une innovation clé qui améliore considérablement la rétention de chaleur. L'espace entre ses parois peut être rempli de sable, de gravier ou de cendre, optimisant ainsi la combustion et réduisant la consommation de combustible. Selon AFEN, ce foyer permet d'économiser 43% de bois et 26% de charbon, une avancée majeure pour les ménages et l'environnement. L'un des principaux avantages du foyer Badjeneba réside dans son impact sur la qualité de vie des ménages, en particulier des femmes, souvent

responsables de la cuisine. Moins salissant et produisant moins de fumée, il offre une alternative plus saine et plus pratique que les foyers traditionnels. De plus, en réduisant la dépendance au bois et au charbon, il contribue directement à la protection des forêts et à la lutte contre la désertification, des enjeux cruciaux pour le Mali et la région. Le foyer Badjeneba se décline en cinq tailles différentes, adaptées aux besoins des ménages comme aux petits commerces. Son prix varie en fonction du modèle, rendant cette innovation accessible à une large population. Cette approche s'inscrit dans une



Le foyer de cuisson amélioré Badjeneba conçu par Africa Énergie Mali.

volonté de promouvoir le « consommer local » en valorisant les ressources et savoir-faire maliens.

Déjà disponible dans plusieurs régions du pays, Badjeneba ne se limite pas à un simple

foyer de cuisson : il incarne une révolution énergétique locale, offrant aux ménages maliens une solution à la fois économique, efficace et respectueuse de l'environnement. ■

IBRAHIM BABY



Excellent mois  
de RAMADAN

20 28 00 00  
www.afribone.com

## MÉNAKA - KIDAL : LA SUSPENSION D'ORANGE MONEY AFFECTE GRANDEMENT LES ENSEIGNANTS

Depuis plusieurs semaines, les enseignants des régions de Ménaka et de Kidal font face à une situation critique. La suspension soudaine de la synchronisation entre leurs comptes bancaires et Orange Money les empêche de percevoir leurs salaires. Une crise qui menace non seulement leur quotidien mais aussi la stabilité du secteur éducatif dans cette partie du pays.

MASSIRÉ DIOP



Plusieurs enseignants à Ménaka et Kidal ne perçoivent plus leurs salaires à cause d'une indisponibilité d'Orange money.

La synchronisation des comptes bancaires avec Orange Money représentait depuis 2019 une solution indispensable pour les enseignants du Nord, où il n'existe aucune institution bancaire physique. Mais cet accès aux salaires a été stoppé sans préavis, laissant les fonctionnaires dans une grande détresse. « Nous regrettons avec véhémence cette décision qui nous empêche de percevoir nos salaires », déclare Abdoulaye Salam Maïga, Secrétaire général de la Fenarec (Fédération nationale de l'Éducation, des sports, des arts de la recherche et de la culture) de Kidal et professeur principal au lycée Attaher Ag Illy. « À Kidal, 95% des fonctionnaires sont clients de la BMS SA et cette suspension affecte directement leur survie ». Dans un contexte où la vie est particulièrement chère,

cette interruption est un véritable choc. « Les collègues peinent toujours à toucher leurs salaires, malgré les instructions données aux banques pour résoudre le problème », affirme M. Maïga. Face à ce blocage, les enseignants ont tenté d'obtenir des explications. « Au dé-

« À Kidal, 95% des fonctionnaires sont clients de la BMS SA et cette suspension affecte directement leur survie. »

part, aucune justification ne nous a été donnée. Ce n'est qu'après nos dénonciations que la BMS SA a publié un communiqué évoquant une panne technique en cours de résolution », explique-t-il. Dès les premiers jours, les enseignants ont interpellé les autorités et les institutions concernées. « Nous

avons contacté les responsables bancaires qui nous ont simplement répondu que la synchronisation était suspendue pour le moment », indique le syndicaliste. Cependant, les autorités ont rapidement pris le dossier en main. « Elles ont donné des instructions aux directeurs de banque pour trouver une solution rapide et nous les remercions pour cette réactivité », reconnaît M. Maïga. Les syndicats et associations locales se sont également mobilisés. « Nous avons reçu un soutien massif, témoignant d'une véritable solidarité syndicale », précise-t-il. Si cette situation perdure, elle pourrait avoir de lourdes conséquences sur l'éducation dans ces zones isolées. « Nous restons engagés pour la stabilité du système éducatif

à Kidal, mais il est urgent de résoudre ce problème pour éviter une crise plus profonde », alerte M. Maïga.

Les enseignants appellent donc les autorités à accélérer le rétablissement de la synchronisation bancaire, condition essentielle à la poursuite de leur mission éducative. ■

### EN BREF

#### CLIMAT AU MALI EN 2025 : UNE ANNÉE MOINS CHAUDE ?



Après une année 2024 marquée par des températures record, le Mali pourrait connaître en 2025 un climat légèrement moins extrême. Les prévisions indiquent des températures maximales de 38°C en juin et de 40°C en mai, bien en deçà des pics de 48,5°C enregistrés à Kayes en avril 2024 et de 46,8°C à Taoudéni. Cependant, au niveau mondial, 2025 s'annonce comme l'une des années les plus chaudes jamais mesurées, avec des températures moyennes prévues entre 1,35 et 1,55°C au-dessus des niveaux préindustriels. À Bamako et dans les régions, la transition entre saison fraîche et chaude se fait progressivement. L'augmentation du taux d'humidité annonce aussi une saison plus humide. Des précipitations intenses sont attendues, avec entre 8 et 15 jours de pluie en juillet et un total moyen de 217 mm. Dioïla, Koutiala, Sikasso et Bougouni recevront les premières pluies en avril, alors que Bamako devra attendre mai. L'année 2024 avait provoqué une surmortalité liée aux fortes chaleurs, saturant certains hôpitaux. Mali Météo recommande donc de surveiller l'hydratation, notamment des enfants et des personnes âgées. Si 2025 semble moins torride que l'an dernier, les experts rappellent que les tendances mondiales restent alarmantes et que la vigilance est de mise face aux impacts du changement climatique. ■

## GUINÉE-BISSAU : EMBALÓ JOUE SON AVENIR FACE À L'OPPOSITION ET À LA CEDEAO

La Guinée-Bissau fait face à une crise politique depuis l'annonce, le 3 mars 2025, du Président Umaro Sissoco Embaló de briguer un second mandat à la présidentielle du 30 novembre 2025, alors qu'il avait promis de ne pas se représenter en septembre 2024.

MASSIRÉ DIOP



Umaro Sissoco Embaló a repoussé les élections en novembre 2025 alors que son mandat a pris fin le 27 février 2025.

La Cour Suprême a fixé la présidentielle au 4 septembre 2025, mais l'opposition affirme que le mandat d'Embaló a expiré le 27 février 2025. Initialement prévue en novembre 2024, l'élection avait été repoussée à novembre 2025 par Embaló, qui évoquait des rai-

sons logistiques, mais ses adversaires y ont vu une manœuvre pour prolonger son pouvoir. Le 21 février 2025, une délégation de la CEDEAO a tenté une médiation à Bissau, mais a quitté le pays le 28 février après des menaces d'Embaló, qui rejette toute ingérence au nom de la

## Tunisie 40 personnalités poursuivies pour complot contre l'État

Un procès pour complot contre la sûreté de l'État s'est ouvert le mardi 4 mars 2025 devant le tribunal de première instance de Tunis. Il implique 40 personnalités, parmi lesquelles des opposants politiques, des avocats et d'anciens hauts responsables sécuritaires. Les accusés sont poursuivis pour complot contre l'État et appartenance à une organisation terroriste, des charges passibles de lourdes peines, y compris la peine de mort.

Parmi eux figurent Kamel Eltaïef, influent homme d'affaires, Khayam Turki, ancien ministre pressenti pour la Primature, Abdelhamid Jelassi, ex-dirigeant d'Ennahda, Jaouhar Ben Mbarek, membre du Front

de salut national et Issam Chebbi, chef du Parti républicain. L'affaire remonte à février 2023, lorsque plusieurs prévenus ont été arrêtés pour des soupçons de contacts avec des diplomates étrangers. Le procès se tient en visioconférence pour certains détenus, sur décision judiciaire. Le tribunal invoque l'article 141 bis du Code de procédure pénale tunisien pour justifier cette mesure. L'affaire pourrait avoir des implications internationales, des acteurs étrangers ayant été mentionnés sans que leur rôle exact soit précisé.

Le procès, qui pourrait durer plusieurs mois, est suivi de près par des observateurs internationaux. ■

« souveraineté nationale ». Depuis son indépendance, en 1974, la Guinée-Bissau a connu de nombreux coups d'État et Embaló lui-même a survécu à deux tentatives d'assassinat. Le 30 novembre 2023, des affrontements entre la garde nationale et la garde présidentielle avaient conduit à la dissolution du Parlement. La CEDEAO, déjà affaiblie par le départ des États de l'Alliance des États du Sahel (AES), doit gérer la crise en Guinée-Bissau tout en faisant face à des situations complexes en Guinée et en Côte d'Ivoire, où des candidatures des Présidents en exercice sont envisagées. Alors que l'opposition menace de paralyser le pays, la CEDEAO, l'ONU et l'Union Africaine surveillent la situation, l'avenir de la Guinée-Bissau dépendant des décisions d'Embaló et d'une armée habituée aux renversements inconstitutionnels.

La CEDEAO avait déployé l'ECOMIB de 2012 à 2020 pour stabiliser le pays après un coup d'État. Après son retrait, une nouvelle force de 600 soldats avait été envoyée en juin 2022, mais son rôle était resté limité face à l'influence des cartels de la drogue, qui avaient transformé la Guinée-Bissau en un « narco-État ». ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### AFRICOM : REDÉPLOIEMENT STRATÉGIQUE VERS LE GOLFE DE GUINÉE

Après le retrait complet des troupes américaines du Niger en septembre 2024, le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) a réorienté sa présence vers la Côte d'Ivoire et le Bénin. En juillet 2024, la Côte d'Ivoire a approuvé l'installation d'une base militaire américaine près d'Odienné, renforçant la lutte contre l'expansion djihadiste. Parallèlement, en janvier 2025, des discussions ont eu lieu entre des responsables d'AFRICOM et les autorités béninoises pour approfondir la coopération sécuritaire, soulignant l'importance de cette réorientation stratégique. Dans ce cadre, l'exercice militaire Flintlock, qui a formé plus de 30 000 soldats depuis 2005, devait initialement se tenir en février 2025 en Côte d'Ivoire. Mais cet exercice a été reporté. En lieu et place, un séminaire de planification a eu lieu à Abidjan du 24 au 28 février 2025, réunissant des experts de plus de 20 nations pour finaliser les aspects logistiques. Ce redéploiement et ces initiatives marquent un tournant stratégique d'AFRICOM vers l'Afrique de l'Ouest, après son repli du Sahel. ■

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### LÉRÉ : UN RÉPIT SOUS TENSION

Après plus de trois mois d'isolement, la ville de Léré, dans la région de Tombouctou, voit enfin son blocus levé. Le Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM), lié à al-Qaïda, a annoncé le 3 mars 2025 la fin de l'encerclement imposé depuis le 29 novembre 2024. Durant cette période, les habitants ont enduré de graves pénuries alimentaires et médicales. La levée de ce siège intervient alors que l'armée malienne multiplie les offensives contre les groupes jihadistes. Ce dénouement pourrait être aussi le fruit de pressions locales et sécuritaires. Si le soulagement est palpable, l'inquiétude demeure. Léré reste exposée aux tensions qui agitent le nord du Mali et les populations, épuisées par des mois de privations, redoutent un nouvel épisode de violences. Pour elles, ce n'est pas encore la paix, juste un sursis. ■

## JEÛNE ET SPORT : QUELLES PRÉCAUTIONS PRENDRE PENDANT LE RAMADAN ?

Durant le Ramadan, consacré au jeûne chez les Musulmans, la pratique du sport est soumise à plusieurs précautions, que ce soit chez les sportifs professionnels ou chez ceux qui s'y adonnent simplement pour garder la forme.

MOHAMED KENOUI



Il est conseillé d'éviter les sports d'endurance pendant le mois de Ramadan.

**B**ien que faire du sport pendant le Ramadan ne soit pas nécessairement nocif pour l'organisme, les médecins recommandent de respecter certaines mesures pour éviter tout risque. Parmi ces mesures, il est essentiel de boire abondamment de l'eau pour éviter le risque de déshydratation, tant avant le

début du jeûne qu'après la rupture. Il est également conseillé d'éviter de pratiquer des sports d'endurance, de consommer des boissons contenant de la caféine ou des boissons gazeuses pendant le Sa-hour et de privilégier des repas équilibrés. Selon le médecin généraliste Abdrahamane Keita, il est déconseillé de pratiquer

du sport pendant les premières heures du jeûne. « Le meilleur moment, c'est soit juste avant la rupture du jeûne, afin que le corps puisse récupérer immédiatement les sels minéraux et l'eau perdus, soit deux heures après la rupture », indique-t-il. Ce spécialiste de la santé déconseille également de changer d'activité sportive pendant le Ramadan et de commencer un sport auquel le corps n'est pas habitué. « Par exemple, quelqu'un qui n'a jamais couru de sa vie ne devrait pas commencer la course à pied pendant le Ramadan », insiste-t-il.

**Sports à privilégier** En plus des précautions à prendre, la pratique du sport pendant le Ramadan est également soumise à une limitation des disciplines sportives auxquelles le jeûneur peut s'adonner. Selon les médecins, les sports d'endurance ne sont pas conseillés, tout comme les sports de combat tels que la boxe, le judo ou le karaté. Il est préférable de choisir des activités comme la marche, le vélo, la natation ou encore le yoga. Les jeux de balle, tels que le football, le basket-ball, le volley-ball et le tennis, sont également de bons moyens de maintenir un bon niveau de forme physique.

Toutefois, selon Dr Abdrahamane Keita, quel que soit le sport choisi pendant le Ramadan, il est recommandé de modérer l'effort et d'éviter de pratiquer de manière régulière durant cette période. « Il est préférable de s'entraîner une à deux fois par semaine et de bien espacer les séances pour laisser le temps au corps de récupérer », conseille le médecin. ■

## NBA LeBron James atteint 50 000 points

**L**eBron James continue à battre tous les records et à impressionner par sa longévité. En inscrivant le 4 mars 2025 son premier panier contre les New Orleans Pelicans (136 - 115), le King a dépassé les 50 000 points en NBA, en cumulant saison régulière et play-offs. La superstar des Los Angeles Lakers est devenue le premier homme à franchir cette nouvelle barre symbolique dans la grande ligue nord-américaine. À 40 ans, LeBron James est encore sur une série impressionnante. Quelques heures auparavant, il avait été désigné joueur du mois de février dans la Conférence Ouest avec des moyennes de 29,3 points, 10,5 rebonds et 6,9 passes décisives sur la période. Arrivé en NBA sans année universitaire, le King ne s'est presque jamais blessé dans sa carrière et est toujours extraordinairement productif pour sa 22<sup>ème</sup> saison dans la grande ligue. ■ **M.K**



### CARTONS DE LA SEMAINE

**Arsenal** a pris une belle option pour les quarts de finale de la Ligue des Champions après sa victoire 7 à 1 sur la pelouse du PSV Eindhoven. Dans ce huitième de finale aller, les Gunners ont vite pris les devants, menant 3 à 0 avant de marquer 2 buts coup sur coup au retour des vestiaires.

**Patrick Assoumou Eyi**, ancien entraîneur de l'équipe nationale U-17 du Gabon, a été banni à vie le 4 mars 2025 de toute activité liée au football par la FIFA. Cette sanction fait suite à des accusations d'abus sexuels répétés sur de jeunes joueurs, dont la plupart étaient mineurs au moment des faits, entre 2006 et 2021.

## FESTIVAL ALI FARKA TOURÉ : CÉLÉBRER L'HOMME AU-DELÀ DU MUSICIEN

La 8<sup>ème</sup> édition du Festival Ali Farka Touré se tiendra du 7 au 9 mars 2025 à Bamako. En plus de célébrer et de préserver l'héritage musical d'Ali Farka Touré, cette édition, qui coïncide avec le mois du Ramadan, met l'accent sur les valeurs de solidarité et de partage chères à l'illustre musicien.

MOHAMED KENOUI



Vieux Farka Touré, Président de la Fondation Ali Farka Touré lors d'une conférence de presse à Bamako le 28 février 2025.

**L**e festival, qui honore la mémoire du triple lauréat des Grammy Awards, disparu en 2006, se déroule chaque année à son domicile dans le quartier de Lafiabougou et dans divers lieux emblématiques de Bamako. Placée sous le thème « Racines, Solidarité et Vivre ensemble », cette 8<sup>ème</sup> édition, qui se déroulera en plein mois de Ramadan, souhaite allier spiritualité, solidarité, culture, sport et protection de l'environne-

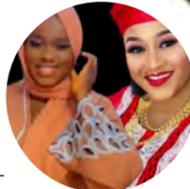
ment. Le festival sera marqué par plusieurs activités telles que des ruptures collectives de jeûne, des dons, des tournois sportifs et d'autres moments de communion. « Cette année, nous avons choisi de célébrer l'homme au-delà du musicien qu'était Ali Farka Touré. L'homme de partage, humain, qui recevait tout le monde, rassemblait et partageait ses repas et ses biens », explique Levy Togo, Coordinateur général du festival. « Nous aurons également

un espace où les gens pourront venir se reposer pendant les deux jours du festival jusqu'à la rupture, pour partager des moments forts ensemble. Il y aura aussi un espace pour les enfants », ajoute-t-il. Selon Ibrahim Traoré, membre de la Délégation spéciale de la Commune IV du District de Bamako, ce festival est plus qu'un simple rassemblement culturel. Il est le reflet de « notre identité, de notre histoire et de notre engagement envers la préservation de nos valeurs ». « Ali Farka Touré, ce virtuose du blues malien, a su transcender les frontières avec sa musique, portant haut les couleurs de notre patrimoine culturel sur la scène internationale. Son héritage nous rappelle l'importance de la culture comme vecteur d'unité, de paix et de développement », a-t-il souligné lors d'une conférence de presse le 28 février. « En célébrant sa mémoire, nous honorons non seulement l'artiste, mais aussi l'homme engagé qui a œuvré pour le bien-être de sa communauté », a-t-il poursuivi. L'ouverture du festival le 7 mars 2025 sera couplée avec l'inauguration du bureau de la Fondation Ali Farka Touré et de l'association Action malienne pour l'humanitaire, la réconciliation et la culture au Sahel (AMAH-REC-Sahel), fondée par l'illustre musicien, à Lafiabougou.

Par ailleurs, une exposition suivie d'une conférence-débat sur l'héritage musical d'Ali Farka Touré est prévue au Musée national du Mali après le mois de Ramadan. ■

### INFO PEOPLE

**MARIAME BAH, BINGUINI BAGAGA ET SAFI DIABATÉ CONVOQUÉES**



Les artistes maliennes Mariame Bah, Binguini Bagaga et Safi Diabaté ont été convoquées par le pôle anticybbercriminalité de Bamako dans une affaire qui s'est conclue ce mercredi 5 mars 2025. Cette convocation fait suite à des tensions sur les réseaux sociaux, amplifiées par une vidéo récente sur YouTube. Selon cette vidéo, Binguini Bagaga allait être convoquée en même temps que Mariame Bah et Safi Diabaté pour des accusations de diffamation ou de cyberharcèlement. D'autres échos indiquent que l'affaire serait également liée aux injures et propos déplacés proférés par leurs fans en ligne. Après leur audition, un terrain d'entente aurait été trouvé, mettant fin à l'affaire.

**KIM KARDASHIAN : UN NOUVEAU COUP DE PUB OSÉ**



Pour assurer la promotion de sa nouvelle collection de maillots de bain, Kim Kardashian a vu les choses en grand. Un ballon géant à l'effigie de la star en bikini a été installé à Times Square, à New York. Cette publicité osée annonce la sortie des nouveaux modèles SKIMS Swim le 6 mars 2025. Au moment même où la poupée gonflable géante était installée à Manhattan, la star de 44 ans apparaissait sur ses réseaux sociaux dans une vidéo, portant le même bikini bleu. Kim Kardashian a lancé sa marque de sous-vêtements sculptants SKIMS il y a cinq ans. Grâce à son succès, la fortune de l'Américaine a été estimée à 1,7 milliard de dollars en 2023, tandis que sa marque était évaluée à 4 milliards de dollars en juillet de la même année.

Journal du Mali  
l'hebdo

**Directeur de publication :**  
Mahamadou CAMARA  
mcamara@journaldumali.com

**Directrice déléguée :**  
Aurélien DUPIN  
aurelie.dupin@journaldumali.com

**Rédacteur en chef :**  
Massiré DIOP

**Secrétaire de rédaction :**  
Ramata DIAOURE

**Rédaction :**  
Mohamed KENOUI - Fatoumata  
MAGUIRAGA

**Photographie :** Bakary E. DAOU

**Infographiste :** Marc DEMBÉLÉ

**JOURNAL DU MALI L'HEBDO**, édité  
par IMPACT MÉDIA Presse.  
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble  
Badenya, près M/ÉVA Palace - Bamako  
Tél : +223 20 23 00 66  
www.journaldumali.com  
contact@journaldumali.com



**Du nouveau  
chez Sahel Infusion  
CAFÉ GINGEMBRE  
made in Mali**



Commande par téléphone (00223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 67 78 / 66 74 96 62  
[www.sahelinfusion.com](http://www.sahelinfusion.com)